

Notice d'accessibilité des personnes handicapées aux établissements recevant du public et aux installations ouvertes au public (ERP et IOP)

Antenne Locale d'Insertion et de Probation

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié.
- Arrêté du 8 Décembre 2014

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap.**

"L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements"

Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA))

Important : Formuler si nécessaire la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou, s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007) Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH).

4- DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

- **Désignation de l'opération**

Nom de l'opération : Aménagement de l'Antenne Locale d'Insertion et de Probation à LURE

Nature des travaux :

Le projet consiste dans le changement de destination d'un immeuble actuellement à usage de logement en vue de l'aménagement de l'Antenne Locale d'Insertion et de Probation, sur la commune de LURE.

L'étage n'est pas accessible au public.

Adresse des travaux : 5 place de la libération

Code Postal : 70310 **Ville :** LURE

Classement de l'établissement : ERP de 5^{ème} catégorie de type W

- **Désignation des acteurs**

MAITRE D'OUVRAGE :

Nom: MINISTERE DE LA JUSTICE - DISP DIJON

Adresse : 72A Rue d'Auxonne

Code Postal : 21033 **Commune :** DIJON

MAITRE D'OEUVRE :

Nom: KOBATEX

Adresse : 4 rue Jeanne Barret

Code Postal : 21000 **Commune :** DIJON

.

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES AU PROJET

◆ Cheminements extérieurs (article 2 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi tour, de repos, d'usage,)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)*
- ...

Sans objet. Donne directement sur la place de la libération.

◆ Stationnement (article 3 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum*
- ...

Sans objet. Aucun stationnement. Parking public à proximité

◆ Accès aux bâtiments (article 4 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...*
- *Nature et positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,...)*
- ...

L'entrée principale est facilement repérable depuis l'extérieur.

Le bloc-porte d'entrée sera muni d'un vantail principal de largeur supérieure égale à 90 cm, son seuil sera inférieur à 2 cm.

Une rampe amovible sera mise en place par le personnel lorsqu'une personne en fauteuil utilisera le dispositif pour se signaler mis en place à proximité immédiate de l'accès principale et correctement repéré.

◆ Accueil du public (article 5 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*

- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)*
- ...

L'éclairage du hall d'accueil au rez-de-chaussée permettra d'atteindre 200 lux en tout point.

◆ **Circulations intérieures horizontales** (article 6 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes ,...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*
- ...

La largeur des circulations horizontales sera de 1.20 m au minimum.

L'éclairage des circulations horizontales permettra d'atteindre 100 lux en tout point.

◆ **Circulations intérieures verticales** (article 7 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

➤ **Escaliers**

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)*
- ...

Sans objet (étage non accessible au public).

➤ **Ascenseurs**

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire*
- ...

Sans objet (étage non accessible au public).

◆ **Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques** (article 8 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur*
- ...

Sans objet.

◆ **Revêtements de sols, murs et plafonds** (article 9 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle*
- *Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)*
- ...

Un faux-plafond possédant des propriétés d'absorption acoustique sera mis en œuvre dans l'établissement.

◆ **Portes, portiques et SAS** (article 10 de l'arrêté de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006, ...)*
- ...

Tous les blocs-portes accessibles au public présenteront les caractéristiques suivantes : vantail principal de largeur supérieure à 80 cm, présence d'un espace de manœuvre de porte de chaque côté des portes, effort pour ouverture de porte inférieur à 50 N. Leurs parties vitrées seront repérées par des bandes horizontales contrastées placées à 1.10 m et 1.60 m de hauteur.

◆ **Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande** (article 11 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation, ...)*
- *Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier*
- *Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler*
- *Information sonore doublée par une information visuelle*
- ...

Les dispositifs de commande (interrupteurs,...) seront contrastés visuellement par rapport à leur support.

◆ **Sanitaires** (article 12 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées

- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur
- Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...
- Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...
- Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "H"
-

Un cabinet d'aisance PMR sera créé au rez-de-chaussée. Il respectera les dispositions suivantes :

- Porte d'entrée de 90 cm de large
- Présence d'un espace d'usage de 80x130 cm situé latéralement à la cuvette
- Présence d'un dispositif permettant de refermer la porte
- Espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour situé à l'extérieur du WC
- Présence d'un lavabo de hauteur inférieure à 85 cm
- Surface d'assise de la cuvette située entre 45 et 50 cm du sol
- Présence d'une barre d'appui latérale située entre 70 et 80 cm de hauteur

◆ **Sorties** (article 13 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours
- ...

La sortie « normale » sera repérable de tout point du rez-de-chaussée.

◆ **Éléments d'information et de signalisation** (Annexe 3 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers
- ...

Les locaux accessibles au public (sanitaires) seront équipés de pictogrammes adaptés.

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

◆ Établissements recevant du public assis (article 16 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des emplacements à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- ...

Dans l'espace d'attente, un emplacement accessible sera dégagé lors de l'arrivée des personnes handicapées.
Idem dans le bureau adapté.

◆ Établissements comportant des locaux d'hébergement (article 17 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées*

Sans objet.

◆ Douches et cabines (article 18 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des cabines et des douches à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles, nature des équipements)*
- ...

Sans objet.

◆ Caisses de paiement disposées en batterie (article 19 de l'arrêté du 8 Décembre 2014)

- *Caractéristiques minimales des caisses de paiement disposées en batterie à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Largeur minimale d'accès aux caisses ;*
- ...

Sans objet.

DEMANDE EVENTUELLE DE DEROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées

Règles à déroger

Sans objet.

Eléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations

Sans objet.

Justifications de chaque demande

Sans objet.

Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Sans objet.

Date et signature du demandeur